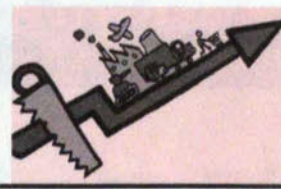




**Logement social:
le Canada blâmé
par l'ONU, p.3**



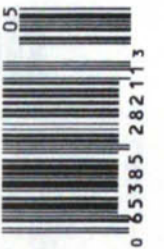
**Un peuple
invisible, p.7**



**Spécial
Décroissance, p.8**

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 11 • n° 05

Février 2008

3,50\$

Les éternelles inégalités

PIONS SANS DÉFENSE dans le grand jeu de monopoly de la finance planétaire, délestés de leurs propres richesses par des entreprises qui n'en ont que pour les actionnaires, des entreprises qui ont mis à sac, avec la bénédiction des gouvernements, une ressource forestière exploitée jusqu'au dernier copeau, ces travailleurs sont pour la plupart réduits à devoir partir vers d'autres cieux pour entretenir ce rêve fou de joindre les deux bouts.

Saint-Léonard-de-Portneuf, Champneuf, Chute-aux-Outardes, Parent, Donnacona, Forestville, Belleterre, Trois-Rivières, L'Ascension, Ragueneau, Malartic, Rapide-des-Joachims, Saint-Séverin-de-Proulxville, Laterrière, Baie-Trinité, Manicouagan, Chandler, Port-Alfred, Rivière-Saint-Jean, Béarn, Pentecôte, Saint-Michel-des-Saints, Matane, Mont-Laurier, Price, LaSarre, Matagami, Lebel-sur-Quévillon, Jonquières, Saint-Raymond-de-Portneuf, Grand-Remous, La Martre, Val d'Or... On entend tous les jours parler de ces villes et villages martyrs, dont on égrène les noms comme on le faisait avec ceux des saints, lors de la procession des Rogations, à une époque où la religion était aussi florissante que l'étaient les industries reliées à la forêt.

Ils sont aujourd'hui des milliers de petits, d'obscurs et de sans-grades, travaillant souvent fourbus, blessés, crottés et malades dans des moulins et dans des scieries, sur tout le territoire québécois, qui ont perdu pied ces dernières années dans cette industrie. Perdu pied en perdant leur emploi: 12 000 depuis quatre ans. Ils sont les frères de ce Séraphin Flambeau, grognard de Napoléon mis en scène par Edmond Rostand dans la pièce *L'Aiglon*.

Ce sont des villages tout entiers que saignent littéralement ces compagnies qui ne voient pas les conséquences de décisions prises dans des salles de conférences feutrées, mais sans fenêtres la plupart du temps. Ce qui a l'avantage, pour ces étoiles de la haute finance, de mettre un voile sur le réel. C'est justement ce voile qui fait qu'un PDG comme John Weaver, d'AbitibiBowater, responsable de fermetures d'usines et

Les 100 patrons les mieux payés au Canada gagnent en 9 heures et 33 minutes ce qu'un travailleur gagnant la moyenne de salaire au Canada, soit 38 998 \$, mettra un an à gagner.



**Et nous les petits, les obscurs, les sans-grades.
Nous qui marchions fourbus, blessés, crottés, malades.
Nous qui marchions toujours et jamais n'avancions.**

de scieries en série, a touché pas moins de 2,3 millions \$ en rémunération en 2006 malgré le fait que la valeur de l'action de l'entreprise ait dégringolé en trois ans de 100 \$ à 29 \$. «La paye de John Weaver est celle qui détonne le plus avec sa performance lorsqu'on la compare aux autres dirigeants», note *La Presse*.

Woody Allen

Pendant que ces milliers de laissés-pour-compte se débattent sans espoir, Stephen Harper ayant décidé de faire de la basse politique à leurs dépens, une émule de Woody Allen a fait une entrée retentissante dans le débat public. Ce vieux Woody disait en effet que l'éternité, c'était très long, surtout vers la fin. Le vice-président et économiste en chef de l'Institut économique de Montréal en a remis récemment en soutenant, dans un texte publié dans *La Presse* du 7 janvier sous le titre *Des inégalités temporaires*, que les écarts grandissants entre les hauts et les bas salariés devraient se résorber.

Une question de temps, en quelque sorte. Un parfum d'éternité, plutôt.

Titulaire de la Chaire Bell Canada en économie industrielle à l'Université de Montréal, le monsieur en question, Marcel Boyer, affirme péremptoirement que «la nouvelle richesse est accaparée au départ surtout par ceux qui sont au premier chef responsables de sa création». Weaver, par exemple?

On aura compris que ceux qui créent la richesse sont rétribués en conséquence. Le Centre canadien de politiques alternatives en a fait une démonstration fulgurante au tournant de la nouvelle année.

Les 100 patrons les mieux payés au Canada gagnent en 9 heures et 33 minutes ce qu'un travailleur gagnant la moyenne de salaire au Canada, soit 38 998 \$, mettra un an à gagner.

S'il ne gagne que le salaire minimum moyen, qui se situe à 16 620 \$ par année, le travailleur verra ces patrons mettre seulement 4 heures et 4 minutes pour empocher la même somme.

De 1998 à 2006, pendant que les salaires des travailleurs connaissaient une hausse de 18 %, les patrons ont vu leurs émoluments augmenter de 146 %.

En 1998, la rémunération moyenne de ces mêmes patrons les plus riches était 104 fois plus élevée que le salaire moyen du travailleur canadien. En 2005, elle était 238 fois plus élevée.

Signe sans doute que ces inégalités sont temporaires et vont s'amenuisant, l'écart a été réduit en 2006. La rémunération moyenne des patrons les plus riches n'est plus que 218 fois plus élevée que celle du travailleur.

Il faudrait avoir la foi du charbonnier pour prendre au mot le savant économiste de l'IEDM. Temporaires, ces inégalités? Inscrites au contraire dans les gènes du capitalisme, quoi qu'il en dise.

MICHEL RIOUX

Le Couac vire à droite... ... le temps d'une manif!

CERTAINS S'EN DOUTAIENT DEPUIS LONGTEMPS. On en a maintenant des preuves. Une bonne partie des collaborateurs de votre canard préféré ne sont pas de sales gauchistes comme ils le prétendent, mais bien des militants d'extrême droite qui n'hésitent pas à descendre dans les rues de Montréal pour affirmer haut et fort leurs convictions!

Jugez-en par vous-mêmes grâce à ce photoreportage exclusif montrant plusieurs couacquistes pris sur le fait, entonnant vaillamment des slogans tels que «Moins d'immigrants, plus de bébés blancs» ou

«Les hommes devant, les femmes derrière».

«La gauche est ancrée dans le conservatisme et refuse le progrès», a déclaré Philippe Morissette, porte-parole de l'Institut Bastiat pour l'instauration de la droite (IBID), organisateur de l'événement. Nous savons peu de chose sur l'IBID outre les rumeurs qui en feraient un club junior de l'Institut Économique de Montréal (IEDM).

Pour mémoire, rappelons que Frédéric Bastiat, cet économiste français du 19^e siècle connu pour ses attaques contre le socialisme et l'intervention de

l'État, a inspiré plusieurs des plus grands dirigeants de l'histoire comme Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

La manifestation du 23 novembre dernier s'est déroulée dans le calme grâce à une collaboration de tous les instants avec les forces policières. Selon Philippe Morissette, elle s'inscrit dans un mouvement mondial né en France à l'automne 2003 (voir au http://www.dailymotion.com/video/x1t12l_manif-de-droite).

YVON D. RANGER,
«stool» officiel du Couac Inc.

(D'autres photos en page 4)



Philippe Morissette, porte-parole de l'IBID.

Machiavel 101

Le député libéral Denis Coderre s'est réjoui que son collègue Michael Ignatieff ait accompagné le chef libéral Stéphane Dion lors d'un court périple en Afghanistan. «S'il y avait eu un attentat, les deux seraient morts en même temps, et il ne serait resté que Bob Rae sur mon chemin», a déclaré le sympathique gras-trans à lunettes.

Cynique constat

La mort de l'ex-Cynique Marcel Saint-Germain nous a permis d'apprendre qu'il a été directeur des communications et de la publicité chez Bell Canada pendant 23 ans après la séparation du groupe, en plus d'être l'auteur d'un livre d'entretiens avec Charles Sirois. Sa mort nous a aussi permis d'apprendre qu'il n'y avait pas seulement Marc Laurendeau qui avait mal viré.

Cliente insatisfaite

L'hôtel de glace est ouvert pour la saison à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier! Après y avoir passé une nuit, Anne-Marie Péladeau a déclaré que l'endroit était magnifique, mais qu'elle était gelée.



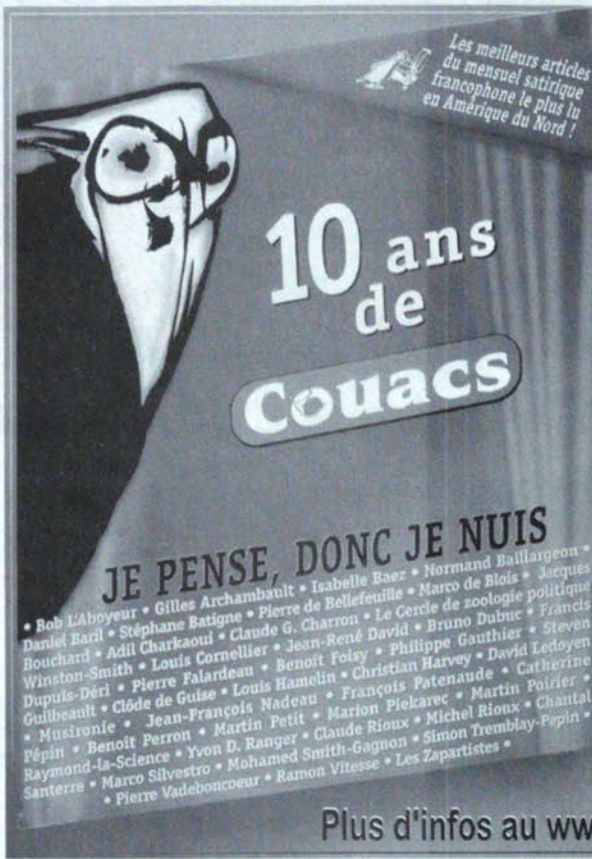
Et une décennie, une!

LE LANCEMENT DU LIVRE soulignant notre dixième anniversaire qui eut lieu le 4 décembre dernier fut un franc succès, comme en témoigne ces quelques images. Et devinez quoi? Il nous reste encore des livres, bande de chanceux! Alors n'hésitez pas à vous procurer la quintessence couacquoise de notre première décennie (voir l'annonce ci-contre) car le tome II ne sortira qu'en 2017... Ah oui, un petit détail: pour cela, il faudrait que notre canard puisse encore battre des ailes dans dix ans, ce qui sera possible si suffisamment de gens croient encore en une presse véritablement indépendante au Québec (voir le coupon d'abonnement au bas de la page...).

L'ÉQUIPE DU COUAC



Ève-Lyne Couturier et Isabelle Baez



10 ans de Couacs,
c'est plus d'une quarantaine d'auteurs ayant publié en nos pages durant la dernière décennie. Des auteurs dont les textes donnent à penser et, considérant le monde dans lequel on vit, à nuire...

Commandez dès maintenant votre exemplaire en nous envoyant un chèque de 28 \$ (25 \$ + 3 \$ de frais d'envoi) à l'ordre de « Le Couac », au 1872 Gauthier, Montréal, Qc, H2K 1A3.

Et n'oubliez pas d'indiquer votre adresse postale de retour!

Plus d'infos au www.lecouac.org



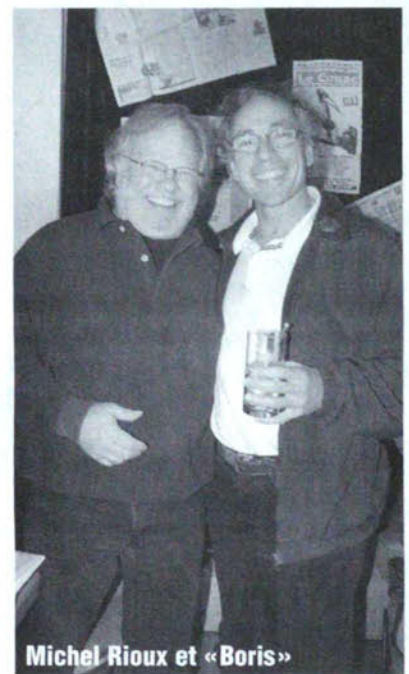
Le bracelet

(dialogue entre un père et son fils de quatre ans)

- Papa, papa...
- Oui, fiston.
- Qu'est-ce que tu portes autour de ta cheville?
- Ah, ça, c'est un bracelet.
- Depuis quand tu le portes?
- Trois ans.
- Pourquoi tu le portes toujours?
- Parce que j'y tiens, c'est un cadeau.
- Qui te l'a offert?
- C'est tonton.
- C'est quel tonton?
- Eh...c'est l'oncle Sam...
- Qui est l'oncle Sam?
- Fiston tu poses trop de questions. C'est quelqu'un qui me l'a offert... l'oncle Sam, l'oncle Stephen, l'oncle Sécurité. Peu importe, tu ne le connais pas.
- Ok, mais pourquoi il est noir ton bracelet?
- Parce que ceux qui me l'ont offert ont les faces blanches mais les cœurs noirs.
- Pourquoi il n'est pas en or comme celui de maman?
- Parce que ceux qui me l'ont offert n'ont pas un cœur d'or fiston.
- Mais pourquoi papa tu es le seul à en porter au Québec?
- Pas pour longtemps fiston, ne t'en fais pas. Sous peu ça va devenir une mode comme les tatous: tout le monde aura le sien. Il y en a déjà dans les cellulaires, dans les autos, pour les cols bleus, pour les papys, pour les bébés, pour les chiens...L'oncle Sam n'a pas un cœur d'or mais il n'oublie personne.

ADIL CHARKAOUI*

* L'auteur porte un bracelet GPS depuis sa libération le 18 février 2005. De plus, il doit respecter une longue liste de conditions draconiennes (couvre-feu, accompagnement obligatoire dans tous ses déplacements, interdiction d'utiliser tout moyen de communication, visite hebdomadaire aux locaux d'Immigration Canada...). M.Charkaoui n'a jamais été reconnu coupable d'aucun crime ni même accusé au criminel. De plus, la loi des certificats de sécurité, en vertu de laquelle il a été arrêté, a été déclarée inconstitutionnelle par la Cour Suprême du Canada en février 2007.



Michel Rioux et «Boris»



Ivy



Simon Tremblay-Pepin et Guillaume Beaulac



Francis Dupuis-Déri, Stéphane Batigne et Pierre de Bellefeuille



La foule, infiltrée bien sûr par une souris de la SQ...



Franz Schuller et Guillaume Beauregard

COURRIER DES LECTEURS

L'état d'hallucination de VLB

Imaginez si au siècle dernier Mordecai Richler et Pierre Elliott Trudeau avaient demandé aux Québécois de voter en faveur du Parti québécois (PQ) avec l'objectif avoué d'administrer « une bonne fessée électorale »^[1] au Parti libéral, subitement devenu trop autonomiste. Cela aurait paru contre-nature, inimaginable. En demandant aux Québécois en mars dernier de voter ADQ afin de punir le PQ, notre écrivain reconnu, Victor-Lévy Beaulieu, a pourtant fait quelque chose de la sorte.

Le critique Pierre Assouline soumet dans « Le Monde » que VLB a dû écrire certaines pages de son livre « James Joyce, l'Irlande, le Québec, les mots » « dans un état d'hallucination très maîtrisée »^[2]. Quand il a donné son

appui à l'ADO, il devait se trouver dans un tel état d'hallucination, mais cette fois très mal maîtrisé.

VLB s'en est déjà pris avec violence à Michel Tremblay et à Robert Lepage parce que le premier avait osé vendre ses archives au gouvernement fédéral et parce que les deux avaient exprimé des doutes sur le mouvement souverainiste. Eh bien! VLB a fait bien pire en appuyant l'ADO.

VLB tente encore aujourd'hui de se justifier, mais ses arguments sont fallacieux. Il semble avoir oublié en route quelque chose de fondamental: quand on a des convictions politiques, il faut y tenir. Quand on est un homme de gauche publié régulièrement par « L'Aut'journal », on ne vote pas pour le parti le plus à droite que nous avons jamais eu depuis l'Union nationale et le Parti créditiste. Ça ne se fait pas,

point (ou poing). Quand on est un indépendantiste de sa trempe, on ne vote pas pour un parti soi-disant autonomiste qui fait frotti-frotta avec les conservateurs de Harper.

Si VLB avait demandé d'annuler son vote ou d'appuyer Québec solidaire en signe de protestation, peut-être, mais l'ADO, jamais. Avec cet appui au démagogue Mario Dumont, VLB a perdu de sa crédibilité et de son aura. Les nationalistes se méfieront de lui dorénavant.

Sylvio Le Blanc

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac? Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (max. 700 mots)/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Simon Tremblay-Pepin.

Collaborateurs: Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Adil Charkaoui, Claude G. Charron, Pascal Grenier, Clède de Guise, Guillaume Hébert, Philippe Hurteau, Annie Locat, Musironie, Julie Paré, Anne-Marie Provost, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Marco Silvestro, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos: Mariejo Béliveau, Bobidoche, Boris, Luc Giard, Hal, Serge Ferrand, Marco Silvestro, Sniper, Valentin Tardi, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleurs et travailleuses syndiqués de Payette et Simms inc.

Distribué par: Gladu distribution

Nous remercions chaleureusement Charlie Hebdo pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: (514) 596-1017
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



Logement social Le Canada blâmé par l'ONU

DÉPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 2000, le marché locatif au Québec et au Canada est marqué par une pénurie de logements. En novembre dernier, le rapporteur spécial des Nations unies, Miloon Kothari, était de passage au Canada pour constater l'état de cette crise. La critique de l'observateur onusien est sans équivoque : la situation vécue au Canada dans le domaine du logement social est lamentable, particulièrement lorsque mise en perspective avec la prospérité du pays.

Les problèmes sont nombreux : accroissement du nombre de sans-abri dans les grandes villes, phénomène de gentrification qui pousse les plus pauvres à quitter leur quartier, augmentation des loyers au-delà de l'inflation, indisponibilité de logements à prix modiques et de logements pouvant loger des familles, etc.

Pourquoi y a-t-il pénurie de logements ?

La crise actuelle trouve son origine au milieu des années 90, au moment où le gouvernement fédéral décidait de cesser le financement des programmes de logements sociaux. En se retirant, Ottawa a laissé un vide rapidement comblé par les investisseurs privés. Comme on pouvait s'y attendre, les intérêts immédiats de ces investisseurs ne correspondaient pas à ceux de l'ensemble de la population, notamment ceux des locataires les plus démunis. Ainsi, le taux de mise en chantier et d'achèvement d'appartements locatifs a chuté de moitié entre 1994 et 1998 tandis que celui concernant les immeubles en copropriétés (condos) a augmenté. C'est ce qui explique que la crise actuelle se caractérise d'une part par un manque de logements pour les moins nantis et d'autre part par un stock de condos qu'on peine à écouler.

En portant notre attention sur le cas du Québec, on constate que malgré une légère hausse ces dernières années, le taux d'occupation reste toujours en deçà du seuil d'équilibre. À l'heure actuelle, ce taux s'élève à 2,4 %¹ pour l'ensemble du territoire, soit 0,6 % sous le seuil d'équilibre. La situation est plus grave encore dans certaines villes telles que Québec (1,5 %), Sherbrooke (1,2 %) et Trois-Rivières (1,0 %).²

Alors que certains observateurs prétendent que la situation tend à se résorber, il est important de voir que cette affirmation, en plus d'être basée sur une hausse très lente et donc peu convaincante du taux d'occupation, ne tient pas compte des tendances négatives pour les ménages telles que les familles nombreuses, les familles les plus pauvres, ou encore la situation générale vécue dans les centres urbains en dehors de Montréal. En effet, le taux d'occupation pour les logements abordables est systématiquement inférieur à la moyenne. De plus, entre 2000 et 2006, le loyer moyen pour un logement de deux chambres et plus a augmenté deux fois plus vite que le taux d'infla-

tion.³ Ces données illustrent comment le marché locatif laissé à lui-même ne permet pas d'atteindre un équilibre ou encore de satisfaire les besoins réels de la population car il ne tient compte que de la capacité des promoteurs immobiliers à réaliser des profits.

Comme on pouvait s'y attendre, cette crise du logement affecte avant tout les plus démunis puisque ces derniers n'ont pas les ressources financières nécessaires pour profiter de l'accroissement de l'offre de condominiums. C'est ainsi que les locataires plus démunis deviennent une population captive du marché locatif, forcée d'accepter les logements qui « restent », qu'ils conviennent ou non à leurs besoins, leur budget ou aux normes de salubrité. En effet, 37,2 % des locataires montréalais consacrent plus de 30 % de leurs revenus aux frais de logement⁴ et 63,3 % de la population présentant des risques de passer sous le seuil de faible revenu est composée de locataires.⁵ Bref, l'absence de politiques claires en matière de logement social et de lutte à la pauvreté est une cause directe de la crise actuelle.

Comment sortir de la crise ?

Parmi les initiatives envisageables pour se tirer de cette impasse, on peut citer le système de quotas exigeant des promoteurs immobiliers la construction d'une proportion minimum de logements sociaux ; la mise en place d'un vaste chantier d'habitations à loyers modestes (HLM) dans lesquels les locataires ne déboursent pas plus de 25 % de leurs revenus pour se loger ; l'appui au développement du modèle coopératif qui permet à la fois le contrôle de l'évolution du coût des loyers et la responsabilisation des locataires face à leur milieu de vie.

Le blâme qu'il reçoit ne devrait pas trop surprendre le gouvernement canadien car son retrait du domaine du logement social ne pouvait mener qu'à ce que constate le rapporteur général de l'ONU. C'est une vérité de la Palisse : les promoteurs immobiliers ont tout intérêt à construire des condos et aucun à construire des logements sociaux. En ne s'occupant pas de ces constructions lui-même, l'État canadien a créé la crise dont sa population la plus vulnérable est aujourd'hui victime.

PHILIPPE HURTEAU
ET GUILLAUME HÉBERT

(tous deux chercheurs à l'IRIS, www.iris-recherche.qc.ca/, où vous trouverez plus de détails sur ce sujet)

1 SCHL, Rapport sur le marché locatif. Faits saillants du Québec, 2007, p. 1.

2 SCHL, Rapport sur le marché locatif, RMR Montréal, 2006, p. 2.

3 SCHL, Rapport sur le marché locatif. Régions métropolitaines de recensement, 2000 et 2006.

4 Ville de Montréal, L'Annuaire statistique de l'agglomération de Montréal, 2007, p. 50.

5 Institut de la statistique du Québec, Recueil statistique sur la pauvreté et les inégalités socio-économiques au Québec, 2006, p. 61.

La gratuité scolaire ou la mort

ON A TOUT JUSTE DIX-SEPT ANS, on veut pouvoir étudier sans s'endetter pour les 10 prochaines années. On n'a pas trop d'argent dans la famille, alors on n'a aucune envie que papa-maman se saignent pour nous payer nos études. On veut juste s'en sortir. Un jour, on s'arrête devant le stand que l'Armée canadienne a dressé dans le hall de notre école secondaire. On discute un moment avec le gars assis de l'autre côté de la table. Il a pas l'air mal dans sa peau. Il nous parle du sport qu'il fait grâce à l'armée, des voyages qui s'en viennent et des études qu'il n'aura pas à payer.

On se pose des questions le reste de la journée. On finit par se demander si le gars de tantôt n'a pas raison. On se dit que pour les quelques semaines qu'on aura à passer à s'entraîner, ça vaut peut-être la peine. Que quelques exercices et le *brainwashing* militaire qu'on va devoir endurer ne vont pas nous tuer. Et on aura tort.

Car aujourd'hui être réserviste de l'armée canadienne c'est être prêt à faire son sac à dos pour l'Afghanistan ! C'est risquer de ne plus jamais voir sa gueule, qui passera pourtant un soir au Téléjournal. C'est risquer d'être ramené au pays dans une belle boîte portée par de fiers camarades, avec un beau drapeau sur le dessus. Bref, c'est risqué.

On se dit alors que c'est trop dégueulasse et qu'on va pas donner sa peau pour une histoire de cash. Et dans un sursaut de lucidité, on réalise qu'on n'a pas à payer pour étudier. Que c'est un droit légitime et fondamental. Et on rejoint son syndicat étudiant. On s'implique contre le sous-financement en éducation, contre la présence de l'armée et du privé dans les institutions scolaires. On se bat pour ce qu'on essaie de nous faire voir comme une utopie : la gratuité scolaire !

ISABELLE BAEZ

1- D'ici le printemps, 20% des militaires qui partiront au front seront des réservistes. Soit 1 militaire sur 5 (Le Devoir 15-01)

Haro sur les sacs

Bonne nouvelle écologique ! La ville de Huntington est la première à interdire les sacs de plastique sur son territoire. Le maire Gendron a déclaré que quiconque se promènerait à Huntington avec un sac de plastique sera empalé sur la place publique et que toute la population huntingtonienne serait invitée à pisser et déféquer sur sa dépouille tous les dimanches matins après la grand-messe.

MUSIRONIE

Provinciaux mais pas pédés

Stephen Harpon a finalement accepté de rencontrer ses homologues des provinces la semaine dernière, après que des conseillers conservateurs lui aient expliqué que le mot « homologue » n'avait rien à voir avec l'orientation sexuelle.

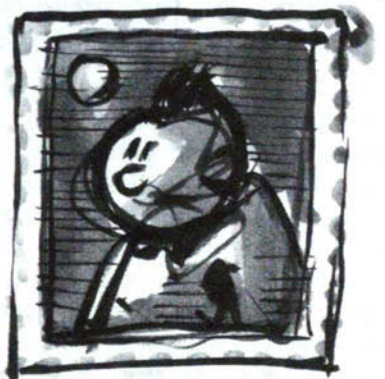
MUSIRONIE

Négligence criminelle

Un expert en balistique du ministère de la culture du Québec a affirmé que lorsqu'on découvrirait le cadavre de la culture québécoise, on va trouver une balle du parti Libéral près du cœur.

Conflit d'intérêt à Ottawa

Le premier ministre Harper inaugure la commission de la santé mentale du Canada.



Pilule dure à avaler

Selon une étude de l'Université York à Toronto, les compagnies pharmaceutiques dépensent deux fois plus d'argent en marketing qu'en recherche. L'industrie pharmaceutique a par contre tenu à nuancer les conclusions de l'étude en affirmant qu'on avait oublié de calculer les coûts astronomiques de la recherche... de concepteurs publicitaires.

MUSIRONIE

Plus d'une journée par semaine hypnotisé devant la boîte à abrutir

Un sondage national sur la lecture réalisée pour le ministère du Patrimoine canadien et rendu public en 2005 révélait que les Canadiens et les Canadiennes consacrent en moyenne près de 5 heures par semaine à la lecture.

Selon le dernier rapport annuel du CRTC, ces mêmes Canadiens et Canadiennes regardent 27,6 heures de télévision par semaine. C'est plus de 5 fois le temps consacré à la lecture.

Considérant l'impossibilité intrinsèque et savamment calculée de comprendre le monde à travers le petit écran et la quantité ahurissante de divertissements insipides qu'on y présente, on comprend mieux certaines aberrations sociales tenant autrement du mystère. Le fait qu'un type comme Steven Harper soit premier ministre du Canada et que Mario soit chef de l'opposition officielle à Québec n'étant pas les moindres.

Dernière heure

Oublié-e-s dans la fermeture de TQS, les lof-teuses et lof-teurs seraient mort-e-s de faim.



Programmation batarde

Dans le but de sauver TQS, quelques illuminés ont proposé de fusionner Télé-Québec et Télévision Quatre-Saisons, ce qui donnerait des émissions comme « Les débats à l'Assemblée Nationale » animés par Jean Pagé, « Drôle de vidéos » animé par Les Francs-Tireurs, et « Sexy Cam », par Marie-France Bazzo.

MUSIRONIE

Une image qui valait mille mots

UNE ÉLECTION PARTIELLE EN PLEINE TEMPÊTE ? C'est ce qu'ont vécu les électrices et électeurs d'Outremont le 16 décembre dernier. 28% d'entre eux sont allés voter, ce qui n'est pas si mal. Le taux de participation élevé s'explique entre autres par le transport offert par les trois partis, à des degrés variables. Les deux partis traditionnels cognaient aux portes de leurs sympathisants, avec un VUS devant la maison prêt à filer au bureau de vote. À Projet Montréal, ce sont des piétons qui faisaient sortir le vote, avec possibilité de transport pour les circonstances exceptionnelles, dans les petites voitures qu'il avait été possible de réquisitionner pour l'occasion.

Signe d'un parti moins riche ou de principes écologistes plus affirmés de nos militantes et militants ? Un peu des deux, probablement. OK, Union Montréal a gagné (47%, contre 37% pour nous et un petit 15% pour Vision Montréal). Permettez-moi quand même de rire un peu des supposés écologistes d'Union Montréal, qui peignent des vélos dans la rue, projettent une autoroute Notre-Dame à huit voies et font sortir le vote en VUS...

GUILLAUME VAILLANCOURT, coordonnateur de Projet Montréal (www.projetmontreal.org) pour l'arrondissement du Plateau Mont-Royal. On peut le joindre au gv60@hotmail.com

Vers le mutisme étudiant ?

EN FRANCE, à l'heure de la présidentielle-spectacle largement entérinée par les médias, il ne fait pas bon être immigréE, réfugiéE, basanéE. On le savait déjà. Mais il ne fait pas bon non plus être étudiantE.

En effet, deux étudiants de Perpignan, très impliqués lors du récent mouvement contre la loi relative aux libertés et responsabilités des universités, se sont retrouvés en garde à vue après une arrestation chez eux aux petites heures du matin. Interdiction de parler à qui que ce soit en rapport avec l'université et impossibilité de poursuivre leurs études. Il faut dire qu'on les voyait souvent aux tribunes des Assemblées générales... Ils sont à présent en attente de procès, mais quand on sait que l'instruction peut durer un an, c'est cher payer une implication politique. Qui ont-ils frappé, où ont-ils posé des bombes, quels lieux ont-ils sauvagement vandalisés ? Aucun. Attention, cependant, ils auraient insulté des professeurs...

Dans cette volonté de faire taire toute contestation étudiante par la peur, le Québec n'est pas en reste. On a matraqué ici à qui mieux mieux durant la grève

étudiante de l'automne dernier (on a même *Taserisé* au Cégep du Vieux-Montréal). L'UQAM a tenté de tuer dans l'œuf tout mouvement de contestation en exigeant des rattrapages de cours beaucoup plus stricts qu'à l'accoutumée. Honte au syndicat des chargés de cours qui n'a protesté contre la présence policière que du bout des lèvres, se choquant contre le vandalisme des étudiantEs et leur pseudo agression contre le professeur Corbo ! Ce même oiseau de malheur qui va pourtant leur enlever au bas mot 1000 charges de cours et plonger l'UQAM, comme il l'a si bien exprimé dans ses vœux pour la nouvelle année (<http://www.uqam.ca/rectorat/allocutions/all2008-01-07.htm>), dans une période de sacrifices.

On se dirige ainsi gaiement vers le mutisme étudiant, alors que les médias de masse colportent des images et des mots présentant ceux et celles qui sont impliqués comme de dangereux vandales qui empêchent les autres, les sérieux et les sérieuses, d'étudier comme il se doit. Dans le silence le plus complet.

JULIE PARÉ



Qui a peur de Bock-Côté ?

ON ENTEND DE NOS JOURS un peu moins parler du projet de loi sur l'identité, mais il peut vite revenir à l'avant-scène de l'actualité. D'autant plus que la cheffe péquiste est encore très près des personnes qui l'ont poussée à entreprendre le virage du PQ vers le « nous ». Mathieu Bock-Côté est un peu de ce p'tit monde. Pas trop prisé des milieux progressistes, ce jeune intellectuel mérite cependant qu'on s'attarde sur ce qu'on dit de lui. Et sur ce qu'il dit. Une belle occasion pour constater comment le projet de loi 195 a fait monter au créneau les inconditionnels du Canada, Et diviser un peu plus la famille indépendantiste.

Laissons d'abord parler notre jeune prodige: « Nationalisme ethnique, fermeture à l'autre, repli sur soi: les formules bien apprises à la lecture du catéchisme multiculturel sont nombreuses pour disqualifier l'initiative souverainiste dans une entreprise de diabolisation semblable à celle menée il y a désormais 30 ans contre la Charte de la langue française. (Quand les péquistes reviennent au bon sens, Le Devoir, 24 octobre 2007)

Bock-Côté a raison et tort à la fois. Raison, même s'il parle rarement d'eux, à propos des Anglos radicaux, mais se trompe à propos de la majorité car il y a de cela trente ans, le projet de Laurin vouant à franciser le Québec avait été passablement bien reçu par la population et les journalistes n'en avaient pas autant fait un plat. René Lévesque avait peut-être été un des plus apeurés tellement il appréhendait la réaction des Anglos. Certains d'entre eux lui donnent vite raison en comparant le bon docteur Laurin à moins de rien que Goebbels?

Certains de nos bons Anglos regripenent dans les rideaux

En 1977, le *Suburban* était en première ligne des lanceurs de roches et il l'est encore aujourd'hui. Édition du 24 octobre: caricature de Pauline affublée du costume des Ku Klux Klan. À la une: photo désavantageuse de la cheffe péquiste à qui on fait dire « Quebec's francophones must stop feeling afraid of appearing intolerant. » En réplique à Marois, un gros OTRASOUS couvre le cinquième de la page. Et, en dedans, des chroniqueurs qui chantent en chœur la même rengaine: Marois a tort d'établir une hiérarchisation des droits; les droits linguistiques se doivent de se confondre avec les droits dits fondamentaux. » Ce qui est fondamentalement faux. Et Beryl Wajzman, grand chef de la tribu, de lancer un gros ÇA SUFFIT! Avant de pontifier qu'« aucune langue ne doit avoir priorité sur les droits individuels, même si elle est en danger. Et il est évident que le français ne l'est pas. »

Le « nous » de Marois et de Bock-Côté

À l'occasion de la sortie de *La dénationalisation tranquille*¹, Louis Cornellier avait écrit: « Élégant styliste et penseur supérieurement intelligent, Bock-Côté, qui n'a pas trente ans, signe ici un essai important et roboratif qui va mettre le feu aux poudres. » (Le Devoir, 2 octobre, *Bock-Côté contre les fossoyeurs de la nation*) Le feu prédit survint quelques jours après la prédiction de Cornellier. Avec la présentation du projet de loi 195.

Si, dans l'élaboration du projet de loi sur l'identité, Bock-Côté n'a pas directement conseillé Pauline Marois, l'a par contre conseillée beaucoup, son ami Jacques Beauchemin. Ce sociologue émérite, et mentor du jeune penseur, a également joué un important rôle dans le discours du 29 août où le « nous » a été réhabilité après douze ans d'infortune. Pauline Marois à Beaupré: « Depuis une dizaine d'années, nous avons été saisis d'une espèce de mauvaise conscience qui nous a empêchés de dire « nous ». Comme si le « nous » était un mot tabou. Comme si le prononcer ou poser des gestes pour défendre NOTRE identité était synonyme de racisme et d'intolérance. »

Il y eut très vite des réactions à cette apologie du « nous ». Ainsi, ce message d'une personne anonyme sur la toile: « L'exclusion du « nous » péquiste aura rarement été signifiée aussi clairement à ceux qui n'en font pas partie. » Le véritable défolement n'advientra que quelques semaines plus tard avec le dépôt du projet de loi 195 à l'Assemblée nationale. Volée de bois vert chez Gesca. Chacun rivalise à savoir qui aura le titre pouvant le plus impressionner les Desmarais. Vincent Marrisal avec « Les Vieux Démons » ou Patrick Lagacé avec « La course à la ceinture fléchée »?

C'est dans cette période trouble que le pavé de Bock-Côté trône en librairie. On peut y lire que le discours de Parizeau au soir du référendum a servi à culpabiliser les Québécois. Et que, depuis, les péquistes se sont auto-flagellés et ont mis au rancard le vilain pronom. Bock-Côté n'est pas tant contre la pratique d'une politique d'ouverture envers la minorité anglaise et les autres communautés culturelles. L'erreur, c'est qu'elle a été accompagnée d'un refus de faire appel à la mémoire, aux combats pour la simple survivance des générations qui nous ont précédés. L'occultation du « nous » par un nationalisme dit « civique » et non « ethnique » (ah, le vilain qualificatif!) supposait qu'il fallait cacher bien des « segments honteux » de notre histoire. Et Lucien Bouchard a été l'homme tout désigné pour jouer le premier dans ces platebandes: discours alambiqué du *Centaure*, condamnation d'Yves Michaud pour des propos jugés « antisémites », peur de ne plus être capable de se regarder dans le miroir s'il avait eu à enlever des « droits fondamentaux » à quelques quidams.

Bock-Côté est sûrement d'accord avec l'actuelle proposition de Gérard Larose proposant au PQ une fois au pouvoir de poser des gestes de souveraineté. Au grand désaccord des Denis Monière et Josée Legault qui souhaitent que le parti favorise davantage un engagement total pour la souveraineté. Tous les deux sont également d'avis que, si le projet de loi 195 était adopté, cela risquerait de prouver que le Canada fonctionne. Et, en cette mi-janvier, revoilà Pauline dans la tourmente. Hier, pour son projet de loi 195, aujourd'hui, pour son appui à Gérard et ses gestes de souveraineté. Bock-Côté avait raison. Il y a de l'orage dans l'air. Et il y a contribué.

CLAUDE G. CHARRON

1- Mathieu Bock-Côté, *La dénationalisation tranquille*, Montréal, Boréal, 2007

Remarques sur un « jeune prodige »

MON COLLÈGUE CLAUDE G. CHARRON, qui a par ailleurs tout mon respect, est responsable de l'éloge de Mathieu Bock-Côté que vous pouvez lire dans la colonne de gauche. Pour dire le tout franchement, je suis en complet désaccord avec ce texte.

Un autre collègue du *Couac*, Michel Rioux, que je respecte tout autant, écrivait ces mots à propos de Bock-Côté (Le *Couac* 09/06):

Dans un article publié le 8 octobre 1998 dans *La Presse*, Bock-Côté, sous le titre *Le droit de respirer à droite*, écrit que le Québec serait l'un des seuls endroits en Occident « à ne pas disposer d'une droite forte et enracinée dans la culture nationale ». Selon lui, « des mots tels que marché, élite, ordre, sécurité et valeurs morales ne sont plus acceptés ». Il termine son article par un cri du cœur: « Je suis de droite. Et je réclame le droit de l'affirmer sans me faire traiter de fasciste, d'ultralibéral. »

Fort bien. Ce n'est pas une question de droit, bien sûr. Quoique. Deux mois plus tôt, toujours en 1998, analysant la situation politique en France, Bock-Côté avait souhaité « la coopération, et peut-être même l'union entre le Front National et la droite classique », rejetant « l'idée plutôt saugrenue selon laquelle le Front National ne serait qu'un parti d'extrême droite fascisant. » Ouais! S'il n'avait persisté et signé depuis, on aurait pu mettre au compte d'une certaine jeunesse ce genre de dérapage. Sauf que.

Quelques années plus tard, c'est le Cercle Raymond-Aron qu'il fonde, disant « s'inspirer de la lutte aronienne contre le socialisme de son temps pour défendre les institutions de la démoc-

ratie libérale menacée par la montée de la nouvelle gauche québécoise. [...] « Avant d'être démocratique, a-t-il écrit en avril 2005, un gouvernement doit être capable de gouverner. En ce sens, les institutions politiques doivent toujours être commandées par une saine conscience de l'autorité avant de s'engager dans une forme particulière de régime politique. »

Nous nous en tiendrons pour l'instant à ces affirmations (on pourrait en trouver d'autres et des meilleures surtout si on enregistrerait toutes ses apparitions à Bazzo). Comment parler d'un personnage qui se permet de tels propos en mentionnant simplement qu'il n'est « Pas trop prisé des milieux progressistes » comme le fait mon collègue? Comment le qualifier ensuite de « jeune prodige » ou de « penseur supérieurement intelligent »!?

Les propos cités par Rioux peuvent-ils venir d'un tel penseur, d'un tel prodige? De plus, pourquoi cet homme n'est-il pas prisé des milieux progressistes? Peut-être parce qu'il la conspu, la gauche, dès qu'il le peut? Peut-être parce qu'il la caricature, l'attaque et la méprise?

Je m'oppose fortement à l'option nationaleuse défendue actuellement par Mathieu Bock-Côté et une frange influente du mouvement indépendantiste. Claude peut être d'un autre avis et en parler dans *Le Couac*, ça ne me pose aucun problème. Par contre, encenser un homme qui gagne sa vie à tenir les propos les plus conservateurs, à citer Lionel-Groulx et à attaquer ceux qui partagent nos idéaux, cela me semble complètement déplacé en ces pages.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Suite des photos de la page 1



Récit d'une catastrophe annuelle annoncée

EN CETTE FIN DE PÉRIODE DES FÊTES, je voudrais qu'on regarde derrière nous. À chaque année, c'est la même frénésie qui débute toujours trop tôt – pas de neige à l'extérieur, mais des Pères Noël partout dans les pubs ... bientôt on aura droit à la rhétorique des fêtes avant le début de l'automne! – et qui se termine dans une espèce d'orgie consommatrice au « Boxing day », un « day » devenu « week », puis « month ».

Dites-moi: comment nous en sommes arrivés à ce point, que s'est-il passé pour que décembre rime avec party de consommation? Et remarquez que je me fiche pas mal de la sacro-sainte nativité: je n'en fais pas l'apologie.

Car, chaque année c'est la même chose. Nos mamans téléphonent en octobre pour demander une « liste ». Nous nous trouvons des tas d'excuses pour ne pas la remplir, cette liste. Le 20 décembre, finalement, elles téléphonent complètement paniquées et nous assaillent avec la liste. Alors, nous parcourons nos appartements déjà trop pleins et nous nous disons que nous n'avons besoin de rien. Nous avons déjà tout ce que nous voulons. Nous sommes pourris-gâtés jusqu'à la moelle et, chaque année, nous devons quand même trouver des choses à mettre sur cette liste magique. Nous rappelons donc le soir pour débiter un tas de trucs dont nous n'avons pas besoin mais qui donnent satisfaction à maman qui a désormais sa « liste ».

Ceci fait, reste plus qu'à aller acheter ce qu'il y a sur celle des autres. Le 22 décembre, je suis allée au

centre-ville pour m'adonner à cette folie consommatrice de groupe: tout un après-midi pour acheter quelques babioles! Ensuite, nous emballons le tout dans du papier-à-jeter à l'effreux motif de Père Noël. Nous nous habillons « beau »: les filles se maquillent trop, mettent des talons-déformant-dos, les garçons sortent leurs vestons et leurs pantalons pressés qui empestent le placard. Nous passons une drôle de soirée avec des gens que nous ne voyons pratiquement jamais parce que nos vies sont trop chargées de tout. Alors nous sommes là avec notre parenté et nous n'avons rien à lui dire parce que, dans le fond, nous ne la connaissons pas tant que ça et elle se préoccupe bien peu de ce qui se passe dans nos vies de toute façon. Nous nous disons que le temps passe vite, nous buvons parce que ça fait parler et nous mangeons beaucoup trop durant toute la soirée, mais il y a des tonnes de restants quand même, restants que personne ne veut ramener, alors la plus grande part est offerte aux ordures – avec les ustensiles et les assiettes jetables parce que, de nos jours, on ne fait plus la vaisselle, on la jette!

Puis c'est le temps des cadeaux. Tout le monde sait ce qu'il y avait sur sa liste. On développe en feignant le bonheur total. Tout le monde se félicite de ses beaux achats pas chers et de ses trouvailles merveilleuses dans tel ou tel magasin. Puis tout le monde part. Il est 3 heures du matin, on est tous crevés, trop plein de nourriture congelée/réchauffée et il y a quelques idiots qui ont cru qu'ils étaient capable de prendre le volant après deux bouteilles et demies de rouge.

Ça, c'est une soirée. Il faut souvent en compter une ou plusieurs autres pour la belle famille, les amis, etc.

Je me suis réveillée le lendemain en étant d'abord plutôt fière: j'avais acheté beau-bon-pas cher. Puis, je me suis rendue compte que la seule chose qui m'avait vraiment fait plaisir dans ces soirées de fêtes, ce n'était pas les cadeaux mais voir la famille, les amis. Il m'a semblé que je n'aurais eu qu'à faire ça et je me serais sentie bien. Mais j'aurais eu droit à des regards de couteaux au moment de l'arbre de Noël, alors j'ai succombé: encore une fois, je n'ai pas su résister à l'appel capitaliste de la Nativité.

Que va-t-il rester des objets que nous avons achetés pour toute la parenté cette année? Probablement rien, une vague mémoire tout au plus. Pourquoi acheter alors?

Avez-vous su résister aux achats du temps des fêtes? Êtes-vous arrivés à convaincre maman, papa, tantes, oncles, cousins, cousines, enfants que les achats de Noël, c'est pas une question de vie ou de mort? Que de faire plaisir à quelqu'un, c'est plus que de lui acheter de la pacotille? Et même si on le sait, c'est difficile de convaincre les gens autour de nous. Pour les prochaines années, il faudrait s'y pencher sérieusement, parce qu'il y a bien des alternatives à cette folie consumériste du temps des fêtes ...

ANNIE LOCAT

La guerre froide 2

Deux événements d'importance ont eu lieu au début de décembre: l'élection de Poutine en Russie et le référendum de Chavez au Venezuela, sous l'œil sourcilieux des autorités américaines, avec, au soutien, leur sermon démocratique d'usage. Remarquez que ce qui est en cause au fond, c'est, dans l'un et l'autre cas, la tentative de constituer un Etat fort, pas très regardant à vrai dire sur les formes, mais éventuellement capable de tenir la dragée haute à Washington comme à une Europe plus ou moins dominée – dans les formes – par la politique américaine.

La démocratie est sans doute, en politique intérieure, le régime le plus juste et le mieux équilibré, incomparablement, dans les pays où elle est authentiquement implantée comme le Canada, les États-Unis eux-mêmes et les pays d'Europe. Cependant, dans les pays qu'une puissance étrangère veut dominer, la «démocratie» (entre guillemets) est la formule rêvée. Pour l'impérialisme, elle est de tout repos. La démocratie ne fait pas de révolution. Il est facile de la dominer. De plus, on peut la corrompre, ou bien elle est déjà corrompue. C'est pourquoi les Américains la présentent partout comme une morale. «Démocratie» par-ci, «démocratie» par là. On sait ce que cela veut dire.

Cela veut dire: la Russie des oligarques avec Eltsine, ou bien un Venezuela livré à l'oligarchie des pétrolières d'avant Chavez. Cela veut dire aussi la démocratie postiche d'Irak et d'Afghanistan.

C'est le cheval de Troie des Etats-Unis. La «démocratie» considérée comme un moyen de domination internationale. La «démocratie» contre les peuples. Voire, au besoin, la démocratie contre la démocratie, par exemple contre le Hamas élu démocratiquement en Palestine mais désinvesti de son pouvoir et soumis aux sanctions de l'Europe et des Etats-Unis.

Il faut faire attention quand on se sert du mot «démocratie». Il peut avoir un sens perverti et dégradé. C'est courant dans la politique internationale d'aujourd'hui. Dans cet usage, le concept de démocratie est foncièrement équivoque. On s'en sert indifféremment pour la démocratie et contre elle, pour le peuple et contre le peuple.

Quand il y eut de vraies démocraties de gauche, de vraies démocraties du peuple, on

ne se gêna pas pour les réprimer. C'est ce qui est arrivé, on le sait, pour l'Espagne avec Franco dans les années trente et avec Pinochet au Chili en 1973, dans le dernier cas avec le concours et sous l'impulsion de la CIA.

En ce qui touche la Russie de Poutine et le Venezuela de Chavez, la machine idéologique des Etats-Unis fonctionne à plein. Au nom de la démocratie, il faudrait condamner un pouvoir qui s'organise de manière à résister à l'impérialisme agressif de cette puissance et que la ligne de défense des deux pays soit remplacée par une démocratie complaisante et de pure forme. Une telle «démocratie» n'oppose rien aux entreprises de domination économique et politique de l'impérialisme. Bien au contraire, elles les invite et les accueille. Il s'agit là d'une démocratie parfaitement sage et soumise, parfaitement aliénée et impuissante. C'est pourquoi Bush n'a que ce mot à la bouche, discours dont il se sert comme d'une cinquième colonne idéologique.

Cependant, il faut bien l'admettre, Moscou a des torts tout aussi graves envers la Tchétchénie et il ne faut pas les minimiser. Mais, sans les relativiser, il faut tout de même sérier les problèmes et les distinguer les uns des autres.

La plus grande puissance mondiale braque tout ce qui lui résiste dans le monde, y compris un pays démesuré, la Russie, ce qui est potentiellement très dangereux. Si la paix dans le monde devient en péril, c'est à des situations comme celle-là qu'il faudra attribuer. On ne doit pas s'attendre à ce que la Russie laisse passivement les Etats-Unis étendre leur hégémonie jusque dans ses parages et qu'à l'intérieur elle abandonne le pays entre les mains d'un pouvoir faible et complice. Le durcissement du pouvoir russe en l'espèce est inévitable. Mais à qui la faute?

Les Etats-Unis pratiquent la politique de leurs slogans électoraux. Mais ils se buteront à des réalités formidables, en particulier celles des grands Etats défiés par eux. Cette joute invraisemblable risque de replacer le monde dans la situation des années de guerre froide. Mais en pire: à cause de la course éperdue vers les sources d'énergie, le grand délire du siècle commençant.

PIERRE VADEBONCEUR

C'est le cheval de Troie des États-Unis. La «démocratie» considérée comme un moyen de domination internationale. La «démocratie» contre les peuples.

"Dans la définition du Nous québécois, on devrait envisager la possibilité pour un homme musulman de faire sa prière cinq fois par jour dans une église catholique. Je le fais depuis deux ans".

- Abdelkader Belaoui

Entendu dire par une garde de sécurité qui refoulait une manifestation pour

Abdelkader Belaoui le 18 janvier dernier dans les sous-terrains du centre-ville de Montréal où était descendue la manif: «I'm for the human rights, but outside!» (traduction libre: «Je suis pour les droits humains, mais en dehors du Canada!») N'en déplaise à cette gente dame, le mouvement pour Kader prend de l'ampleur avec l'appui de nombreux députés (tous les détails pour faire pression auprès du gouvernement Harper au www.soutienpourkader.net/action_fr.html)



BENEDICT SAYS...



Modifié de [HTTP://WWW.SAYS-IT.COM/BENEDICT/](http://www.says-it.com/benedict/)

L'impossible coexistence

Monsanto au banc des accusés en France avec son maïs MON 810. Le 3 janvier 2008, José Bové et une quinzaine d'acolytes commencent une grève de la faim. Ils accusent le gouvernement de ne pas recourir, comme promis, à la clause de sauvegarde, pour interdire la culture du MON 810* sur le territoire français alors que les preuves scientifiques s'accroissent pour démontrer qu'il y a un risque sérieux pour l'environnement. Le MON 810 est la seule culture OGM (organismes génétiquement modifiés) autorisée en France depuis 1998. Elle s'est pratiquée en 2007 sur 22 000 hectares, principalement dans le sud-ouest du pays, par 2 000 agriculteurs.

LE DÉBAT A FAIT RAGE, beaucoup d'encre a coulé et le 11 janvier en soirée, le président Sarkozy tranchait en faveur d'une procédure de suspension de la culture du MON 810 sur le territoire français. José Bové a mis fin à son jeûne le lendemain midi mais l'histoire ne s'arrête pas là.

Rappel historique

À la fin du mois d'octobre 2007, Sarkozy avait convié la France au Grenelle de l'environnement. De cette rencontre est née, entre autres, la Haute autorité provisoire sur les OGM qui compte 35 membres et dont la composition est variée, avec des scientifiques de diverses disciplines (agronomie, écologie, entomologie, génétique des populations), mais aussi des professeurs de droit, d'économie, de sociologie et des représentants de la société civile (écologistes, syndicats agricoles, etc.).

Au cours du même Grenelle, l'État s'était engagé à faire appel à la clause de sauvegarde pour interdire un OGM qui constitue un risque pour la santé humaine ou pour l'environnement. Depuis en conférence de presse le 9 janvier, la Haute autorité provisoire sur les OGM a mis en lumière la publication de faits scientifiques nouveaux sur le MON 810. Une quinzaine d'études parues depuis 2001, démontrent que la dispersion du pollen OGM peut se faire sur de grandes distances et, par conséquent, il est impossible d'empêcher la dissémination des OGM dans les champs voisins. Cela est d'autant plus vrai en France, que le territoire est largement parcellarisé.

«Aujourd'hui, le droit de produire et de consommer sans OGM implique tout simplement l'interdiction des cultures d'OGM en plein champ», affirme Arnaud Apoteker, chargé de la campagne OGM pour Greenpeace France.

Un «doute sérieux»

À la suite de l'avis de la Haute autorité, le président Sarkozy a lancé le terme de «doute sérieux» pour justifier l'application de la clause de sauvegarde. Ce qui n'a pas plus aux producteurs agricoles du MON 810, on s'en doute, qui ont même menacé de faire de la désobéissance civile à la José Bové. Non pas en faisant une grève de la faim mais en allant acheter les semences OGM en Espagne et en cultivant dans l'illégalité. L'initiative présidentielle fut qualifiée de «beau gâchis» par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), le plus important syndicat agricole en France.

Un long processus

Monsanto a 15 jours pour présenter sa défense. Il est clair que tout le lobby pro-OGM est mobilisé, avec en tête les multinationales suivies en France par le Groupement national interprofessionnel des semences (GNIS) et l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM). La France est le premier exportateur mondial de semences de maïs. De l'avis d'Arnaud Apoteker, il sera difficile pour ce lobby de produire une contre preuve dans un délai si court. Ce n'est qu'après ce délai que la France va signifier le recours à la clause de sauvegarde auprès de l'Autorité européenne de sécurité des aliments qui donne un premier avis à la Commission européenne. Celle-ci transmet sa position à un comité constitué des États membres. Ce sont généralement, les désaccords entre ces derniers qui entraînent de longs délais avant qu'une décision soit rendue. De plus, si le comité ne trouve pas une majorité en son sein pour trancher, alors le dossier passe au Conseil des ministres. Il faut donc compter quelques années avant la décision finale. En outre, il faut savoir que la clause de sauvegarde s'applique au moment du dépôt de l'avis à la Commission européenne.

En pleine contradiction

Si Sarkozy a donné l'impression qu'il éradiquait la culture des OGM sur le territoire français, détrompez-vous. Ce que Sarkozy supprime d'une main, de l'autre son Premier ministre, François Fillon, l'octroie en donnant 45 millions d'Euro à la recherche sur les biotechnologies pour «relever les défis alimentaires et environnementaux». Bien sûr, la filière biologique est loin de bénéficier d'autant de largesse financière. Comme le souligne Arnaud Apoteker: «Le combat que nous menons par rapport au MON 810 s'applique plus ou moins à tous les OGM».

Dernier élément redoutable dans la filière OGM en France. Il n'existe encore aucune loi nationale sur les OGM en France laquelle est dans l'illégalité et connaît un vide juridique depuis plusieurs années par rapport à l'article 23 de la directive européenne 2001-18 sur les OGM qui fixe les conditions d'autorisation des OGM. La France doit transposer cette directive et en faire un projet de loi qui sera examiné le 5 février au Sénat.

«Tant que nous n'avons pas le contenu du texte de loi, nous ne savons pas si le gouvernement sera laxiste ou sévère concernant la réglementation sur les OGM», souligne Arnaud Apoteker. «Nous voulons que le gouvernement français instaure immédiatement un moratoire sur toutes les cultures d'OGM en plein champ et préparer une loi qui garantisse à tous la liberté et le choix de produire et consommer sans OGM. La coexistence est impossible.»

La filière OGM est en pleine mutation au pays de Sarko, qui assurera la présidence de l'Union européenne à compter de juillet 2008. La France va-t-elle en profiter pour demander une révision des procédures d'évaluation des OGM à court, moyen et long termes comme le réclame un nombre grandissant d'États membres?

CLÔDE DE GUISE

* MON 810 est un maïs génétiquement modifié pour produire une toxine capable de tuer les deux principaux insectes ravageurs: la pyrale et la sésamie.

Le «Triumvirus»

- La Tribu du Verbe •
- Musironie •
- Le Couac •

www.latribudiverbe.com,
www.musironie.com et www.lecouac.org



3 fréquences de publication
Quotidien, hebdomadaire, mensuel.

3 types de médias
Blogue, radio, journal.

Un même but
Tirer sur la connerie où qu'elle soit!

De la philo derrière les gros titres Vous voulez rire ?

[Avertissement: L'histoire qui suit est entièrement fautive. Seuls les noms ont été conservés, afin de mettre tout le monde en cause.]

CELA S'EST PASSÉ le 1^{er} janvier 2008, vers deux heures du matin, au paradis. Un groupe de philosophes venait de regarder *Bye Bye 2007* à la télévision et l'un d'entre eux dit tout à coup :

- Tout de même, ils aiment ça l'humour, ces Québécois ! Ils ont non seulement des humoristes à la pelle et des émissions d'humour, mais aussi un festival de l'humour et même un musée de l'humour. En plus de cette rétrospective de l'année humoristique. Je l'ai d'ailleurs bien aimé, moi, ce *Bye Bye* : il était réussi puisqu'il m'a fait rire.

Un autre reprit :

- Attention, cependant. Il arrive qu'on rit même si ce n'est pas drôle. On me dit qu'un certain gaz fait rire. Et puis il y a le rire nerveux. Ou encore le rire vengeur, comme celui de *Side Show Bob* quand il pense à assassiner *Bart Simpson*.

Socrate passait par là et flaira aussitôt un de ces problèmes conceptuels dont il raffole.

- Mes amis, commença-t-il, je ne suis auprès de vous qu'un pauvre ignorant. Mais je désire m'instruire. Me permettez-vous de me joindre à votre conversation ?

Il y eut un léger soupir parmi l'assistance. L'ironie socratique, ils connaissent ! Après tout, cela fait maintenant près de 2500 ans que Socrate leur fait le coup de se dire ignorant pour mieux mettre en évidence l'ignorance de ceux qui prétendent savoir. Mais une conversation avec lui est un spectacle que personne ne veut rater et toutes les personnes présentes se rassemblèrent donc autour du vieil homme.

- Dis-moi, dit-il en s'adressant au dernier philosophe qui avait parlé : quel lien vois-tu donc entre le rire (ou le sourire) et l'humour, le comique, ou si tu préfères, ce qui est drôle ?

- Je dirais, mon cher Socrate, en me rappelant mes exemples du gaz, du rire nerveux ou vengeur, que le rire (ou le sourire) est quelque chose qui peut, dans certaines circonstances, être provoqué par un élément drôle chez les personnes qui en prennent connaissance.

- À la bonne heure, dit Socrate. Comme tu es savant. Je vais rapporter ta réponse à un de mes amis. Cependant, comme je le connais, il va aussitôt me dire : Socrate, pauvre balourd, pour éclaircir le mystère de la nature du rire, tu l'as enveloppé dans le mystère de la nature de l'humour. Le rire est ce qui est provoqué par l'humour, dis-tu ? Fort bien, mais dis-moi maintenant ce qu'est l'humour, sinon je repartirai les mains vides de ta petite boutique à idées. Que devrais-je répondre à mon ami ?

Il y eut quelques rires dans l'assistance et le pauvre philosophe répondit :

- Mais j'avoue n'en rien savoir, Socrate.

- Et pourtant, je suis certain que tu as en toi des réponses et qu'en dialoguant ensemble sérieusement nous pourrions les mettre à jour.

- Hélas, Socrate, je n'ai rien à dire et je me sens maintenant tout engourdi, comme si j'avais été frappé par une raie électrique.

- Laisse-moi t'aider. Durant ce *Bye Bye*, tu as bien ri ?

- Oui, bien sûr. Par exemple, l'imitation de *Pauline Marois* était hilarante.

- Alors, dis-moi pourquoi tu en as ri. Qu'est-ce qui était drôle et pourquoi était-ce drôle ?

- J'ai bien une idée ou deux, Socrate, mais tu vas les mettre en pièces. Je ne veux plus que tu m'interroges.

Un homme s'avança.

- Socrate, dit-il, je m'appelle *Thomas Hobbes* et j'ai vécu longtemps après toi. Avec *Aristote* et bien d'autres, j'ai soutenu une célèbre théorie de l'humour : l'humour comme supériorité.

- Parle, mon bon ami, je t'écoute.

- C'est tout simple. Selon ma théorie, l'humour naît quand une personne éprouve un sentiment de supériorité devant une autre. On éprouve alors une sorte de soudain moment de gloire qui nous fait nous sentir bien : ce qu'on exprime par le rire ou le sourire. C'est exactement ce qui se passait quand *Guy-A* imitait *Mme Marois* : on se sentait grandi devant son ridicule et c'est pourquoi on riait ! Le rire sert à ponctuer la victoire narcissique que nous procure le spectacle des faiblesses d'autrui. Mais

attention : il faut pour que ce soit drôle que ce ne soit pas grave. On rira d'un homme qui trébuche, mais pas d'un homme qui meurt d'une chute.

Un homme intervint là-dessus.

- Ta théorie est intéressante, *Thomas* et elle s'appliquera à bien des cas où on

L'humour naît quand l'esprit perçoit un fait anormal, inattendu, bizarre : incongru, quoi ! qui rompt avec l'ordre normal des choses.

rit. Mais elle ne s'applique pas à de nombreux autres. Pour ceux-là, il faut invoquer la théorie de l'humour comme perception d'incongruités. C'est notre ami, *Emmanuel Kant*, qui l'a avancée. Mais il est 17h 42 et il est donc en train de prendre son bain, comme tous les jours entre 17h 25 et 17h 45. Je vais donc parler pour lui.

- Nous t'écoutons, dit *Socrate*.

- Voici donc l'idée de *Kant* et de nombreux autres philosophes. L'humour naît quand l'esprit perçoit un fait anormal, inattendu, bizarre : incongru, quoi ! qui rompt avec l'ordre normal des choses. Alors, on rit. Dans ces cas, il arrive aussi qu'une tension soit créée et, si elle est résolue et que nous sommes ramenés à l'ordre normal des choses, là encore on rira. Ces moutons qu'on comptait au *Bye Bye* et qui finissaient par donner 2008 en sont un exemple.

- C'est éclairant pour des tas de cas où j'ai ri, dit quelqu'un. Par exemple, pour cette blague que m'a contée hier *Épicure*. Un homme entre dans une brasserie. Le garçon lui demande ce qu'il désire. Il répond : Une *Heineken*. Le garçon la lui apporte, mais le client refuse alors de payer, prétextant que c'est le garçon qui l'ayant approché, lui a demandé ce qu'il voulait prendre ! Le lendemain, le même client fait le même coup au deuxième garçon de la brasserie. Le troisième jour, il revient et les deux garçons l'attendent de pied ferme, décidés à ne pas le servir. Le client s'installe à une table, sort un couteau et un concombre qu'il entreprend de soigneusement découper en très fines rondelles. Intrigués, les garçons s'approchent et lui demandent ce qu'il fait. Je me prépare à aller pêcher, dit le client. Et qu'est-ce que vous allez prendre avec ça, demande un des garçons ? Une *Heineken*, répond le client !

- Bien vu, dit *Socrate*. Le rire naît ici de ce qu'on retrouve du sens dans ce qui semblait du non-sens. Et je crois savoir que *Sigmund Freud* a repris cette théorie et l'a reformulée dans le cadre de la psychanalyse. Il existe d'autres théories de l'humour, mais ces deux-là sont les plus adoptées. Il me semble cependant qu'on ne fait pas assez de place à la dimension sociale du rire. Après tout, on ne rit pas tout seul : on rit en groupe et en riant, on se constitue comme groupe. Et voyez : on regarde justement le *Bye Bye* en famille, puis tout le monde en parle le lendemain.

Un homme intervient.

- Pour ma part, *Socrate*, j'ai justement parlé de cette dimension sociale du rire. Je m'appelle *Henri Bergson* et dans mon livre *Le Rire*, j'ai soutenu deux choses. D'abord, que le rire survient quand du mécanique est plaqué sur du vivant — ce qui est au fond une variante de la théorie de la supériorité. Voyez cet homme marcher. Sa démarche est souple, harmonieuse : voilà le vivant. Voyez le maintenant trébucher sur une pelure de bananes : il est devenu un pantin désarticulé et on est en présence de mécanique plaqué sur du vivant : c'est cela qui fait rire. Mais j'ai aussi ajouté que le rire joue socialement un rôle important : il sert à identifier en les conspuant des défauts qu'il tente de corriger. Pensez au sketch sur *Hérouxville* durant le *Bye Bye* : il était exactement de cet ordre.

- Mes amis, dit *Socrate*, il se fait tard et nous devons nous arrêter ici. Je suggère que nous concluons sagement si nous disons que nous avons diverses théories philosophiques intéressantes sur l'humour, mais qu'aucune, à elle seule, n'en rend entièrement compte.

- Avant de nous quitter *Socrate*, dit une femme, il y a une question que j'ai toujours voulu te poser. Dans tous les dialogues de *Platon*, tu ne ris qu'une seule fois et c'est au moment où tu t'apprêtes à mourir ! Peux-tu m'expliquer ?

- Ma chère, voilà une question dont discutent depuis toujours les historiens de la philosophie : ne m'en veux pas, mais je ne voudrais pas les priver du plaisir de forger des hypothèses et c'est pourquoi je ne te répondrai pas.

Et *Socrate* partit en souriant.

NORMAND BAILLARGEON
baillargeon.normand@uqam.ca

Espoir déçu

Ottawa a annoncé que la ministre de la coopération internationale *Bev Oda* passe la semaine au Pérou et en Colombie. Les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, les *FARC*, auraient malheureusement refusé de la kidnapper.

MUSIRONIE

Question épidermique

Il semble que le soleil de Mauritanie en voulait à la peau de la nouvelle compagne de *Nicolas Sarkozy*. Le plan média du couple présidentiel prévoyait qu'il se rende dans le désert de Mauritanie pour suivre l'épreuve, mais dans le désert, le soleil tape et *Carla Brunet*. Devant cette terrible menace, la direction du rally a sagement préféré annuler l'épreuve.

MUSIRONIE



MONSIEUR BLAIREAU ET MADAME RENARDE, 2. Remue-ménage (Dargaud) par *Brigitte Luciani* et *Eve Tharlet*

Voici le second volet d'une BD animalière jeunesse qui prône la tolérance et célèbre une expérience de métissage concrète entre un *Blaireau*... et une *Renarde*. Pour ajouter du piquant, tous deux ont déjà des enfants et certains traits animaliers (telle la question de la propreté) reprennent des justifications racistes fréquemment rabâchées. Admirablement dessiné par l'illustratrice de livres pour enfants *Eve Tharlet*, le scénario a bien un petit côté éducatif qui transparait derrière l'action. Pour autant, une BD pas bête qui offre de belles occasions de parler des différences et, si, si, des fondamentales ressemblances humaines !

PRINTEMPS LUNAIRE (Mécanique générale) de *D. Turgeon* réjouira les amateurs de cinéma et encore plus ceux qui se pique de saisir les méandres de la genèse d'un film. Dans un style graphique dépouillé et un rien aérien, l'auteur, auquel on doit la fascinante expérimentation *BD Minerve*, s'adonne ici à une comédie de mœurs qui pourrait rappeler *Rohmer* et ses personnages ordinaires bavards. L'intérêt réside dans cet aspect empruntant au genre autobiographique qui autorise de vriller dans le cœur des personnages pour en examiner les questionnements et les tirailllements. Par la bande de cette bande qui déraile volontairement des mains du narrateur et cinéaste, *Turgeon* aborde également les avatars du cinéma québécois et, plus prosaïquement, de l'artiste, de sa quête.

FEMMES DE RÉCONFORT, *Esclaves sexuelles de l'armée japonaise* (Au diable vauvert / 6 Pieds sous terre) de *Jung Kyung-a* s'il a la forme d'une BD, n'en demeure pas moins un ouvrage de référence sur l'utilisation des femmes en tant qu'objet en période de guerre. Le grand mérite de cette historienne et artiste *manhwa* (BD coréenne) tient à rendre accessible un document percutant de plus de 250 pages qui examine de long en large des questions occultées ; encore aujourd'hui, les militaires et les gouvernements refusent de reconnaître les *Halmuny* qui, désormais, manifestent à visage découvert afin de rejoindre la population maintenue dans l'ignorance. L'universalité du mensonge systématisé se retrouve ici décomposée avec brio... Par exemple, trois jours avant la reddition, survenue en 1945, voici ce qu'écrivait le commandant japonais du corps expéditionnaire : « À partir du 1^{er} août, ceux qui sont embauchés dans le cadre du système de femmes de réconfort pour la marine japonaise stationnée à Singapour auront le statut d'employés civils de l'hôpital 101. Les femmes seront nommées infirmières-assistantes ». Un livre où la réalité dépasse l'entendement et la fiction la plus perverse !

CITOYENNE 13 660 (Éditions de l'AN 2) de *Miné Okubo* relate une infamie commise en territoire américain envers des citoyens américains qui, après l'attaque de *Pearl Harbor*, furent, de par leurs origines japonaises, enfermés dans des camps puisque soudain suspect de connivence avec l'ennemi. Publié en 1946, ce carnet illustré rend, à travers mille détails de la vie dissonante d'un camp, une expérience que des *Canadiens d'origine japonaises* ont également vécue.

JE NE SUIS PAS N'IMPORTE QUI ! (Futuropolis) de *Jules Feiffer*, un américain célèbre avec des bandes fustigeant l'imbécillité (de l'armée, du show bizz, du conquérant,

etc.) autant que d'autres doutant de tout. Sans cadre aucun, *Feiffer* dans la demie-douzaine d'histoires publiées à la fin des années cinquante, ici traduite par *Cavanna* à partir des livres de l'éditeur américain *Fantagraphics*, démonte méthodiquement quelques formes d'asservissement.

COMMANDO TORQUEMADA, 1. Pour la plus grande gloire de dieu (*Fluide Glacial*) de *X. Lemmens* et *P. Nihoul* ne manque pas son coup en envoyant une antibondieuserie bien ficelée. À elle seule, l'illustration du dos de couverture avec son pape sénile s'amusant d'une *Barbie* (*Marie*) et d'un *Ken* (*Joseph*) pour cette affaire trouble célèbre vaut déjà cette lecture irrespectueuse rondement menée.

RAYMOND CALBUTH 8 (Glénat) de *Tronchet* nous ramène un des plus attachant anti-héros capable de rendre à ses pantoufles une liberté bien mérité après des années... à se traîner les pieds dans l'appart ! *Tronchet*, un cycliste philosophe, excelle dans l'art de l'ordinaire poussé dans ses derniers retranchements !

MY LIFE AS A FOOT (Conundrum press) présente enfin le premier véritable livre de *R. Suicide* dont des dessins rudes sur l'Est de Montréal et la misère exacerbée ont orné le *Couac* dans le passé. Il fallait un éditeur anglophone, celui là-même qui venait de publier *Line Gamache* en traduction. Nul n'est prophète en son pays... Bref, *Suicide* interpelle l'humain sur les cadences infernales et le sans dessus dessus de ce que l'on prétend être une vie de labeur gratifiante. Très noir et du blanc pour que l'on y voit encore quelque chose au bout du tunnel !

VALENTIN TARDI

De l'autre bord de la prospérité canadienne

LE CANADA EST UN PAYS PROSPÈRE, qui regorge de ressources naturelles, et qui a une longue histoire d'exploitation sauvage de ces ressources. Ce n'est pas un hasard si nous sommes parmi les plus grands producteurs mondiaux d'or, d'uranium, de nitrates et de pétrole. Le Canada ayant été fondé sur l'exploitation des ressources – au début les fourrures, ensuite la forêt, les pêches et les mines, « nos entreprises » ont développé beaucoup de savoir-faire et le Canada est aussi le siège de centaines d'entreprises reliées à l'extraction de ressources premières un peu partout sur la planète.

Le reportage en bandes dessinées (comix reportage) *Extraction!*, récemment paru chez Cumulus Press, rassemble quatre reportages creusant (!) des dossiers miniers impliquant des entreprises canadiennes. Des prospections sur l'uranium à Mont-Laurier jusqu'à l'extraction de bauxite en Inde, en passant par l'or du Nicaragua et les sables bitumineux de l'Alberta, *Extraction!* nous convie à un voyage au cœur des communautés touchées par les projets des multinationales.



Au menu: déplacement de population, mépris pour les traditions locales; complicité des gouvernements; militarisation; assassinats; violence, et beaucoup, beaucoup d'argent.

Un bouquin vraiment bien fait sur le plan esthétique. Quant au contenu journalistique, les quatre reportages sont bien documentés et on perçoit très bien la profondeur des changements que cause l'extraction minière. Le mariage de la bande dessinée et du reportage sérieux n'est toutefois pas toujours facile. Comment ne pas surcharger la page d'information et de texte qui « mange » le dessin? Comment rendre en image la complexité des données nécessaires à l'explication des enjeux? Tout un défi que les quelques quinze participantEs à cet ouvrage ont su relever avec un certain brio.

Mais soyez avertis: les mines, c'est sale en criss.

MARCO SILVESTRO

Extraction! A Comix Reportage, édité par Frédéric Dubois, David Widginton et Mark Tessier, Montréal: Cumulus Press, 128 pages.

Des goûts: chronique gastronomique

ENOUËTE AU PHO AN-NAM, 1830 rue Sainte-Catherine Est, coin Papi-neau. *Les frais du repas n'ont pas été couverts par le Couac*.

On peut parfois mesurer la valeur culinaire d'un restaurant par l'achalandage de celui-ci... ou pas.

Il est monnaie courante, le midi, de voir le Pho AN-NAM bondé d'employés de Radio-Canada qui souhaitent profiter de ce restaurant se définissant lui-même de « fine cuisine asiatique », cuisine dont la finesse est toutefois comparable à l'analyse sociale de la plupart des journalistes de la grande tour. C'est donc dire que, si la tendance populaire se maintient, les restaurants de qualité seront bientôt rayés de la carte.

En entrant, le décor de ce grand local nous donne un avant-goût du style. C'est concis, clair et sans trop de fioritures, avec un aménagement bien rangé et efficace. Tables carrées brunes claires flanquées de chaises banales en bois aux apparences de plastique, murs alternant les teintes chaudes et blanches avec quelques tableaux reflétant mal la finesse et la profondeur de l'art asiatique, le tout agrémenté de quelques lampes affreuses (disons-le) pendant le long de fils de fer. On nous rappelle l'origine de ce restaurant avec l'éternelle petite statue Bouddha, qui semble toutefois déplacée dans cette décoration pseudo-moderne. Il faut d'ailleurs souligner que la musique est une denrée absente.

Sitôt installées, on s'empresse de nous donner un petit menu avec les choix classiques. Ensuite le thé (sans théière) atterrit brusquement sur la table en une minute top chrono, période de temps qui semble d'usage à cet endroit pour ajuster rapidement ses désirs à l'efficacité ambiante et choisir son plat, car sinon il y a un risque

élevé que le serveur attende impatiemment à côté de votre table. On se sentirait presque inconvenant de lui dire de revenir plus tard.

2 minutes plus tard, les rouleaux impériaux arrivent promptement. Pas mal au goûter, mais les baguettes sont inexistantes, sauf si on est assez rapide pour en demander au serveur.

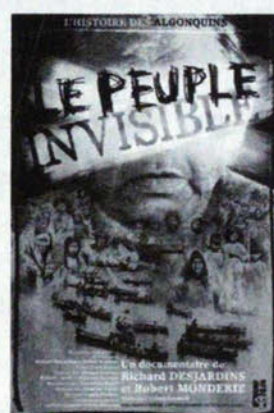
6 minutes plus tard, on dépose devant moi le poulet aux arachides. On a probablement mis plus de soin à le massacrer qu'à me le servir. La sauce est incroyablement épaisse, riche et mal dosée. On ne goûte qu'elle. Ce n'est pas du poulet avec de la sauce, mais bien de la sauce aux arrières goûts de poulet. Les épinards sautés ont une couleur terne et font vaguement penser à du plastique fondu et amer une fois dans la bouche. C'est simple: après 4 bouchés, l'appétit s'envole.

8 minutes plus tard, le serveur vient récupérer 2 plats à moitié mangés et apporte rapidement, sans plus de cérémonie, une facture non-demandée (35\$) et non le thé demandé. C'est à croire qu'on se trouve dans une usine de production de nourriture. Chaque geste semble évalué pour être le plus économe et efficace possible, et le roulement de personnes à chaque table est calculé à la seconde près. Vous n'êtes pas ici pour avoir du plaisir et un minimum de détente, mais pour consommer rapidement et ensuite retourner à votre travail.

Nous sommes entrées à 11h55 pour se faire sortir à 12h20. Nous nous sommes donc empressées d'aller nous réfugier dans un petit café du coin, qui a laissé plus de place à des discussions agréablement tranquilles et prolongées...

ANNE-MARIE PROVOST

Le peuple le plus accommodant qui soit...



LE PEUPLE INVISIBLE de Richard Desjardins et de Robert Monderie est l'histoire d'un ethnocide¹. Il est aussi une belle claque dans la gueule du spectateur québécois. Car si nous sommes nés pour du petit pain, une fois qu'on a vu ce film, on se demande pour quoi sont nés les Algonquins.

Le peuple invisible est l'histoire systématique et convaincante de l'arnaque subie par cette communauté aujourd'hui parquée à Maniwaki (dans le meilleur des cas), dans des réserves (plus communément) ou illégalement installée en squateur sur des terrains d'Hydro Québec, sans eau courante ni... électricité.

Dans les rôles des l'arnaqueurs: le gouvernement du Québec et l'Église, plus particulièrement les Oblats, consciencieux missionnaires marseillais qui s'étaient portés volontaires pour « sauver » ces sauvages de leur noirceur spirituelle. Dans le rôle des arnaqués, les ancêtres des Algonquins et leurs enfants d'aujourd'hui. Enfants qui ont dans les réserves, à la proportion de 1 sur 2, déjà tenté de s'enlever la vie.

Les images d'archives réunies dans ce film sont précieuses et parlent haut et fort. Elles nous montrent l'arrivée des missionnaires pour assimiler les Algonquins, en allant les chercher dans le bois, le long de la rivière Outaouais, où ils se terrent depuis que les colons ont pris les berges d'assaut. Une fois sortis du bois, on leur inculque au plus vite la peur de l'enfer, lequel est en fait à venir... avec les Blancs.

Un des documents vidéo les plus percutants du film nous présente le pensionnat pour Indiens d'Amos où on envoyait les enfants arrachés à leurs parents dès l'âge de 7 ans pour leur apprendre notre belle langue. Ne sachant pas où ils partaient ni pour combien de temps, les enfants algonquins étaient entassés dans des autobus et conduits dans un pensionnat où ils allaient passer, jusqu'à leur adolescence, 10 mois par année. 10 mois au cours desquels ils ne reverraient pas leur famille et ne pourraient plus s'exprimer dans leur langue maternelle. Lorsqu'ils retrouveraient enfin leurs leurs durant l'été, le besoin de créer un lien avec eux serait tel qu'il surpasserait la nécessité de dire l'enfer quotidien vécu au pensionnat, où plusieurs subissaient régulièrement mauvais traitements et viols.

Desjardins fait parler à la caméra ses enfants algonquins, aujourd'hui dans la cinquantaine. Leurs paroles sont difficiles à entendre et leur regard, difficile à soutenir. Un des témoins dira « Et c'est de l'Église catholique qu'on parle là! Des milliardaires qui sont à Rome! »

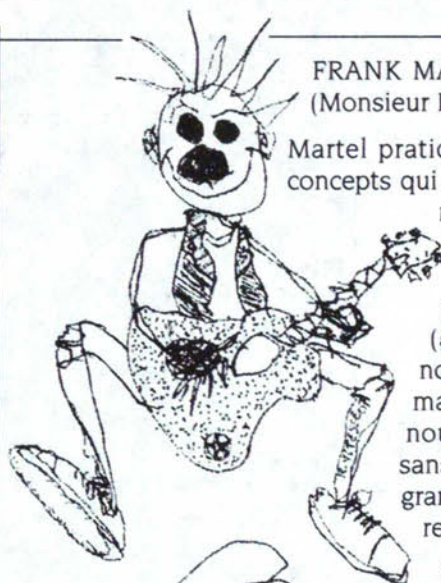
Mais si Desjardins a réussi le tour de force de résumer près de 400 ans d'histoire en moins de 2 heures, on ne lui fera pas l'affront de tenter de résumer son film en 800 mots.

Il faut aller voir *Le peuple invisible*, (encore pour peu de temps à l'affiche à l'Ex-centris), surtout à un moment où on nous bassine avec les accommodements raisonnables. Le gouvernement québécois a été en-dessous de tout dans l'affaire algonquine et nous sommes très mal placés pour nous sentir choqués par les us et coutumes des immigrants. Comment nous, peuple québécois, pouvons-nous demander qu'on nous respecte, qu'on nous donne la nation à laquelle nous avons droit quand nous-mêmes, nous nions ce droit aux premières nations? À toutes celles et à tous ceux qui ont vécu des centaines d'années en accord avec la nature, avant que nous ne foulions leur terre, que nous ne les rendions malades physiquement et psychologiquement? C'est une des questions que pose *Le peuple invisible*. Et ce n'est pas la moindre.

Ce film aura-t-il les conséquences pratiques qu'à eu *L'erreur boréale*? Sera-t-il un tremplin vers une prise de conscience du gouvernement québécois, des devoirs qu'il a envers les premières nations? Ou bien restera-t-il le constat terrifiant d'un ethnocide? Ce sont les questions que je me pose.

ISABELLE BAEZ

1- Destruction de la civilisation d'un groupe ethnique par un groupe plus puissant.



FRANK MARTEL ET L'OUEST CÉLESTE, Yé Yi You Ya (Monsieur Fautoux m'entendez-vous/DAME)

Martel pratique une musique actuelle qui découche des concepts qui se la jouent incoutable et strictement raisonnés pour privilégier une partie de plaisir intelligente soit mais, d'abord de bonheur... Ce nouvel opus du chansonnier ménestrel et propagateur de musique épurée forte en cordes (guitares, ukulélés et basses) et percussions nous adresse des textes, parfois des fables animalières loufoques, qui toujours gambadent et nous passent entre les pattes sans ambages et sans jamais se départir d'un esprit facétieux. Les grands échassiers, par exemple est taillé sur mesure pour tous ces faiseurs de n'importe quoi grandioses que l'on aimerait bien voir se prendre les pieds dans leurs supercheries... L'Ouest céleste de Martel constitue un épisode cowboy à nul autre pareil!

Révolutions

ZE BRICK, Parlez moins, chantez plus (Indy/Local)

Les sujets abordés par ce power trio de rock façon punk mélodique paraîtraient hétéroclites s'ils ne prenaient racines à mêmes des expériences de vie fortes, des rencontres authentiques (L'Ami Soufou), plutôt que de s'en tenir aux sujets incontournables à seriner si on aspire à être un groupe engagé et dans le ton. Les Trois singles ou les quelques pièces cachées démontrent une navigation à l'instinct pour des mots martelés en direct. Un premier disque qui ne manque pas de bagou et qui prend le parti de renouveler les bases solidaires de la lutte.

LES PSYCHO RIDERS, Le Gouffre aux chimères (Disques Expérience/ XXI-21/Dep)

Un rock de guitares pesant et, tout à la fois, preste notamment avec des solos bien sentis. Pour nous gêner encore, les textes sont à l'avenant... Pourquoi payer?, Peine à commencer,

Rire pour plaire et autres sont autant de sourires en coin qui laissent bien voir que l'on n'est pas dupe et qu'on ne nous la fera pas avaler cette énième couleuvre. Par exemple? « Pour la paye, passe la chance, face au déclin / Ils ont réussi à nous supprimer/ Pour la paye, on consomme nos lendemains ».

DAMIEN, Plus que jamais (Patron productions/ Helena / Dep)

Avec son hip hop à la guitare, le bonhomme de Sherbrooke revient pour une embellie. J'veux plus travailler amène même un aspect reggae à ce chant du refus de bosser – « j'lâche la moppe, j'lâche la run, j'lâche ma job... ». Même s'il part à son compte avec ses textes, il y a là une lucidité intransigeante: « je ne connais personne autour qui a fait plus de deux ans au même endroit », « je veux m'instruire, le temps perdu fait rien que nuire », « pas besoin de boss, regarde la discipline que je m'impose », etc. Certaines de mes réflexions qui évoque l'engrenage de la violence, de la guerre et, le fait que l'avenir « appartient à des vrais cons » donne à réfléchir. Ici et là, la présence de musiciens fait la différence.

RAMON VITESSE



Oubli

Les critiques de films publiées dans notre numéro de décembre – janvier dernier étaient de Ève-Lyne Couturier. Nos excuses à notre collaboratrice dont nous avons oublié la signature.



Le mythe de la croissance : une crise pire qu'en 1929?

ON DIRAIT QUE TOUT LE MONDE EST D'ACCORD : vive la croissance ! La croissance économique ! La croissance démographique ! La croissance des productions agricoles ! La croissance des auditoires dans le monde du spectacle que, curieusement, on appelle la « culture » alors qu'il ne représente de la culture qu'un reflet souvent secondaire.

Pourtant, il devient évident que la croissance mène au désastre. La croissance économique entraîne les délocalisations, donc le chômage. Les politiciens ont beau jurer de lutter contre la pauvreté, le système capitaliste, mal contrôlé, vise la hausse des profits plus que des salaires des modestes travailleurs. C'est le règne de l'argent-roi. L'écart entre riches et pauvres, pour les pays comme pour les classes et les personnes, ne cesse de grandir.

Les politiciens ont beau jurer de lutter contre la pauvreté, le système capitaliste, mal contrôlé, vise la hausse des profits plus que des salaires des modestes travailleurs.

Dans le magazine *Le Nouvel Observateur* du 19 décembre, l'ancien premier ministre de France Michel Rocard, dans un article intitulé « la crise mondiale est pour demain », écrit que « le nouveau système - tout pour les actionnaires, le moins possible pour les salariés - est devenu presque caricatural. » Il signale que « la dette américaine hors banques vient d'atteindre 39 000 milliards de dollars. Il est évident qu'elle ne sera jamais remboursée. » Pareille instabilité est plus grave que celle qui a provoqué le crash de 1929.

Je me souviens de 1929. J'avais six ans. Mon père, fonctionnaire à Ottawa, a subi une baisse de salaire. Mais le sort d'un oncle était beaucoup plus grave. Il était riche, mais il avait mis sa fortune dans des actions achetées sur marge, c'est-à-dire à crédit. Le lendemain du crash, il n'avait plus que d'énormes dettes. Tous ses biens y ont passé.

La croissance démographique ne sert guère l'intérêt commun. Elle répond bien sûr à certains besoins de main-d'œuvre, mais avec les salaires les plus bas. Elle gonfle des masses populaires misérables où règnent la violence et la corruption. De plus en plus, malgré les belles paroles, les pays riches pratiquent l'immigration sélective qui ne corrige pas la misère dans les pays pauvres ou les pays où l'écart entre riches et pauvres est le plus grand.

Beaucoup d'altermondialistes et d'anarchistes combattent le mythe de la croissance. Ils ont raison. Vive la stabilité et, dans beaucoup de cas, la décroissance !

PIERRE DE BELLEFUEILLE

Bali et la nécessaire remise en cause de la croissance

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, présent à la rencontre de Bali, mise essentiellement sur des améliorations technologiques afin de réduire la production de GES, responsables de l'effet de serre. De plus, M. Charest y voit là une opportunité de croissance économique. Or les technologies ont des possibilités limitées et ne sont pas sans conséquences elles-mêmes sur l'environnement. Prenons, par exemple, les améliorations technologiques considérables apportées aux automobiles réduisant la pollution, lesquelles réductions ont été annulées par l'augmentation du nombre et de la taille des véhicules, sans compter l'accroissement des déplacements.

[...] il faudra de toute évidence, réduire la consommation en général, car celle-ci est en ligne directe avec la pollution, l'émission de GES et la dépense énergétique.

L'après Kyoto ne se fera donc pas sans changements radicaux de notre façon de vivre. Les réductions effectuées et prévues jusqu'à date ont été difficiles à atteindre et certains envisagent un autre effort de l'ordre de 30% voir 50 et même 80% à plus long terme. Par conséquent, il faudra de toute évidence, réduire la consommation en général, car celle-ci est en ligne directe avec la pollution, l'émission de GES et la dépense énergétique. Même si la décroissance répugne au monde des affaires et aux gouvernements, cette orientation constitue un passage obligé.

Afin de réduire la consommation, il faut mieux éduquer jeunes et vieux sur les conditions du bonheur. Actuellement, le monde de la publicité nous présente « le bonheur par la consommation », alors que souvent les personnes surendettées, stressées au

maximum et dans la course folle à la surconsommation ne sont pas vraiment heureuses.

Une société de la décroissance passe aussi par la diminution de l'accumulation de richesse. Les millionnaires de ce monde nous entraînent dans une spirale de toujours plus posséder. Alors, il faudrait envisager des choses aussi radicales qu'un salaire et un patrimoine maximum

Parmi les autres changements radicaux, il faudrait adopter la simplicité de vie. Par exemple apprendre à vivre selon nos besoins plutôt que selon nos moyens, investir dans le savoir, les relations humaines et la spiritualité plutôt que dans le matérialisme, redéfinir notre qualité de vie plutôt que de mesurer notre succès à notre quantité de biens, revoir les projets politiques de la gauche et de la droite axés essentiellement sur le productivisme.

Les politiciens écartent souvent ces idées de décroissance du revers de la main prétextant qu'il y a encore trop de pauvreté. Or une meilleure répartition de la richesse, viendrait facilement à bout de la pauvreté au Québec.

Les objecteurs de croissance sont actuellement qualifiés de rêveurs. Mais dites-moi, lequel est le plus rêveur ; celui qui croit à une croissance infinie dans un monde fini, ou celui qui dit que la terre a atteint ses limites de production et d'épuration ?

PASCAL GRENIER

Croissance : plus qu'une simple objection



LES ACTES DE COLLOQUES sont généralement des écrits plats et peu avants. *Objecteurs de croissance* publié chez Écosociété fait exception à cette règle trop souvent imparable. Le collectif dirigé par Serge Mongeau et

qui s'est réuni autour du thème « Sortir de l'impasse : la décroissance ? » le 26 mai 2007 à Montréal a donné l'occasion de mettre côte-à-côte des réflexions très diverses et souvent passionnantes.

Bien sûr, on souffre un peu de la répétition inévitable qu'amènent les présentations orales, tout le monde se sentant obligé de présenter peu ou prou le sujet qui les rassemble alors qu'un texte précédent et un texte d'intro l'ont déjà fait en substance. Ce texte d'introduction est d'ailleurs un des grands atouts de l'ouvrage. Jean-Claude Besson-Girard, qu'on connaît trop peu au Québec, y signe un très bon résumé qui montre toute la for-

ce et la pertinence du concept de décroissance. Un tel texte devrait être largement distribué sur Internet.

On notera aussi les textes de Serges Mongeau, Anna Kruzynski et Marco Silvestro qui apportent des perspectives très concrètes de moyens permettant de mettre en place l'idée de décroissance. Mongeau s'attaque à la santé, Kruzynski à l'organisation sociale et Silvestro à l'agriculture. Dans les trois cas, exemples et propositions foisonnent et l'on ressort nourri de cette réflexion. On pourrait, bien entendu, espérer qu'un jour une tentative théorique plus homogène et plus stable se dégage autour du mot « décroissance ». En attendant, cet ouvrage ouvre des horizons qu'on croyait depuis longtemps bouchés.

Serait-ce donc qu'il y a un mouvement ? À lire et entendre les réflexions que font ces jours-ci les Serge Mongeau, Naomi Klein et Laure Waridel, on peut sentir un certain virage. Une pensée d'un devenir commun semble revenir au premier plan.

Loin de moi l'idée d'affirmer qu'elle avait été complètement oubliée, seulement, il semble que les options individuelles avaient pris tout l'espace. Les impératifs étaient de manger bio et local, de vivre simplement et de boycotter les grandes marques.

À lire et entendre les réflexions que font ces jours-ci les Serge Mongeau, Naomi Klein et Laure Waridel, on peut sentir un certain virage. Une pensée d'un devenir commun semble revenir au premier plan.

Il semblerait dans les derniers temps que nous pouvons à nouveau penser le monde ensemble. *Objecteurs de croissance*, dont le titre est habilement choisi, présente néanmoins plus qu'une simple opposition. Il ouvre la porte à penser l'Autre du système où nous nous trouvons et à commencer à envisager sa construction. On ne demande évidemment pas de s'entendre sur les moyens de la construction

(peut-être que là aussi la diversité des tactiques est une voie intéressante), mais parler à nouveau de bâtir ensemble un autre monde est certainement bienvenu et rafraîchissant.

Cependant, il faudrait peut-être ouvrir une réflexion sur la capacité du capitalisme à s'adapter au concept de décroissance. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, il n'est en rien impossible de voir ce système se transformer pour imposer la décroissance comme une fatalité économique aux classes les plus défavorisées. Le « on n'a pas le choix » est central au discours néolibéral actuel, en quoi ne pourrait-on pas le voir se conformer aux exigences d'une décroissance « pour certains » ? Imposer la décroissance pour ceux qui n'ont jamais vraiment bénéficié de la « croissance », ce n'est en rien problématique. Ne portons pas la décroissance en idole, le comment décroître, sera la question centrale.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

MONGEAU, Serge (dir.), *Objecteurs de croissance, Pour sortir de l'impasse : la décroissance*, Écosociété, Montréal, 2007, 139 p.

en 2008
Bernard Derome fonctionnera mieux!
(on lui a rajouté de la mémoire vive)



en 2008
Ca va mieux en Irak !



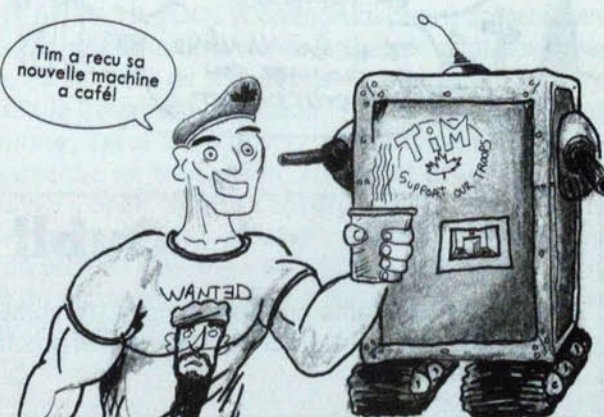
en 2008
Georges W. Bush réélu !



en 2008
La démocratie se porte bien!



en 2008
Ca va mieux à Kandahar



ABONNEZ-VOUS!
ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org